

Zéro émission en 2035 pour les voitures neuves : l'Europe n'est pas prête, selon un rapport

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 15 heures,

Mis à jour il y a 11 heures

D'après la Cour des comptes européenne, les trois conditions ne sont pas remplies pour atteindre cet objectif. L'union européenne doit améliorer sa compétitivité de fabrication de batteries.

L'Europe est rappelée à l'ordre par la Cour des comptes. L'objectif de zéro rejet de gaz à effet de serre dans l'Union européenne pour les automobiles neuves à partir de 2035 sera difficile à atteindre car les trois conditions nécessaires ne sont pas réunies, selon un rapport de la Cour des comptes européenne publié lundi. Premier «*échec*» : la réduction des émissions de CO₂ des voitures à moteur thermique (à essence et diesel). L'instance indépendante de contrôle des finances de l'UE souligne que les rejets des voitures neuves n'ont commencé à baisser qu'en 2020, «*soit 11 ans après l'entrée en vigueur du premier règlement en la matière*». «*Malgré des ambitions fortes et des exigences strictes, la plupart des voitures thermiques actuelles émettent toujours la même quantité de CO₂ qu'il y a 12 ans*», souligne Nikolaos Milionis, l'un des auteurs.

Le développement des carburants alternatifs (biocarburants, carburants de synthèse, hydrogène) constitue le deuxième axe identifié par la Cour. Mais les auteurs «*ont mis en évidence l'absence d'une feuille de route précise et stable pour résoudre les problèmes à long terme du secteur : la quantité de carburant disponible, les coûts et le respect de l'environnement*», expliquent-ils. La troisième voie est le développement des véhicules électriques.

Faible capacité de production des batteries

Mais l'UE doit améliorer «*de manière significative*» sa compétitivité, surtout pour fabriquer des batteries. «*L'industrie européenne des batteries est à la traîne*», malgré «*des aides publiques importantes*», relèvent les auteurs : «*moins de 10% de la capacité de production mondiale*» est basée en Europe et la Chine «*détient à elle seule 76% des capacités mondiales*».

«*Nous voulons attirer l'attention sur les faibles capacités de production et les risques liés aux importations de batteries*», a souligné Afonso De Castro Malheiro, l'un des auteurs, lundi en présentant le rapport à la presse. Le document relève la «*dépendance extrême*» de l'Europe «*aux importations de ressources en provenance de pays tiers avec lesquels elle ne dispose pas d'accords commerciaux satisfaisants*» ou présentant «*des risques géopolitiques pour l'autonomie stratégique de l'Europe*», «*sans parler des conditions sociales et environnementales dans lesquelles ces matières premières sont extraites.*» Ainsi, l'Europe «*importe 87% de son lithium brut d'Australie, 80% de son manganèse d'Afrique du Sud et du Gabon, 68% de son cobalt de la République démocratique du Congo et 40% de son graphite de Chine*».

La rédaction vous conseille

- [Voiture électrique : autopsie d'une panne](#)
- [Voitures électriques : le vietnamien VinFast essuie une nouvelle perte au premier trimestre](#)
- [Les voitures électriques chinoises engorgent les ports européens](#)

Sujets

[Voitures électriques](#)[Union européenne](#)[CO2](#)